

RAPPORT de CONTROLE le 24/05/2024

EHPAD LE PARC à LE COTEAU\_42

Mise en œuvre du Plan EHPAD 2022-2024 : Contrôle sur pièces

Thématique: CSP 9 / Gouvernance et Organisation

Organisme gestionnaire : EHPAD LE PARC

Nombre de lits : 80 lits HP dont un PASA de 14 places

Questions	Fichiers déposés OUI / NON	Analyse	Ecart(s) / Remarques	Prescriptions/Recommandations envisagées	Nom de fichier des éléments probants	Réponse de l'établissement	Conclusion et mesures correctives définitives
1- Gouvernance et Organisation							
1.1 L'établissement dispose-t-il d'un organigramme nominatif détaillant les liens hiérarchiques et fonctionnels ? Joindre le document.	OUI	<p>L'EHPAD Le Parc, situé au Coteau est un établissement public autonome relevant de la Fonction publique hospitalière, dispose d'une autorisation de 80 lits d'hébergement permanent, dont un PASA de 14 places et d'une résidence autonomie de 82 studios "FRPA Le Parc". La résidence autonomie été cédée par le CCAS le Coteau, conformément à l'arrêté d'autorisation n°2021-14-0271 et n°2021-30 du 14 décembre 2021.</p> <p>L'EHPAD Le Parc est en direction commune avec l'EHPAD La Forêt situé à Perreux (50 lits). Après consultation du site internet de l'EHPAD Le Parc, la direction commune intègre également dans son périmètre l'EHPAD Les Floriales de Montagny (50 lits) et l'EHPAD les Hirondelles de Coutouvre (54 lits), ainsi que la résidence autonomie FRPA Le Parc, soit un total de 234 lits d'EHPAD et 82 studios en résidence autonomie.</p> <p>Suite au départ de l'ancienne directrice, une direction par intérim à compter du 1er mars 2024 est organisée conformément à l'arrêté n°2024-17-0066 du Directeur général de l'ARS, du 1 février 2024, et est confiée à _____, attaché d'administration hospitalière à l'EHPAD le Parc.</p> <p>L'EHPAD Le Parc a remis son organigramme, mis à jour au 1er mars 2024, qui est commun avec la résidence autonomie. Cet organigramme indique la mise en place de la direction par intérim. L'organisation de cette dernière n'apparaît pas claire avec la présence d'un manager de transition identifié comme salarié de l'EHPAD et positionné en subordination hiérarchique du directeur par intérim. Les raisons et les missions de ce manager de transition ne sont pas explicitées.</p>	<p><b>Remarque n°1</b> : L'absence d'identification explicite des missions du manager de transition et des objectifs poursuivis par ce dernier, interroge le positionnement de _____ sur ses fonctions de directeur par intérim de l'EHPAD Le Parc.</p>	<p><b>Recommandation n°1</b> : Identifier et expliciter les missions du manager de transition et son positionnement par rapport au directeur par intérim de l'EHPAD Le Parc et définir lepartage des responsabilités entre eux deux.</p>	Organigramme COTEAU EHPAD + FOYER V 31 07 2024.pptx	Je vous fais parvenir en pièce jointe, l'organigramme de l'EHPAD du PARC du COTEAU au 31 Juillet 2024.	L'EHPAD Le Parc a remis l'organigramme, daté du 31 juillet 2024, qui est commun avec le Foyer résidence du Coteau. L'organigramme identifie notamment, _____, directeur de l'EHPAD et du Foyer résident par délégation. est positionné sur les missions de finances et gestion des instances et responsable hiérarchique de l'ensemble des agents des 2 établissements. L'organigramme identifie également les liens fonctionnels entre le manager de transition, _____ et le directeur, sans que _____ ne soit rattaché à un établissement, <b>la recommandation n°1 est levée.</b>
1.2 Quels sont les postes vacants, au 1er mars 2024 : préciser la nature et la qualification du ou des poste(s) ?	OUI	L'EHPAD déclare avoir 2 postes vacants au 1er mars 2024 : - Le poste de psychologue à hauteur de 0,2 ETP ; - le poste de psychomotricien à hauteur de 0,2 ETP.					
1.3 Le directeur / la directrice dispose-t-il/elle du niveau requis de qualification ? Joindre le justificatif : soit le diplôme, soit l'arrêté de nomination (CCAS et FPH).	OUI	En l'absence d'obtention du titre de directeur des établissements sanitaires sociaux, médioco-sociaux" _____ n'est pas qualifié pour assurer les fonctions de directeur d'établissement pour personnes âgées dépendantes du Parc, conformément à l'article 3, alinéa II du décret n°2007-1930 du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, qui précise que "la liste des établissements mentionnés aux 3° à 6° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée qui ne peuvent être dirigés que par des directeurs de classe normale".	<p><b>Ecart n°1</b> : L'organisation actuelle de l'intérim de direction de l'EHPAD Le Parc ne permet pas de respecter les exigences de l'article 3, alinéa II du décret n°2007-1930 du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la Fonction publique hospitalière.</p>	<p><b>Prescription n°1</b> : Poursuivre les actions nécessaires afin de pourvoir le poste de direction conformément aux exigences de l'article 3, alinéa II du décret n°2007-1930 du 26 décembre 2007 portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la Fonction publique hospitalière.</p>		Actuellement, je confirme que l'EHPAD du PARC du COTEAU est en Direction par Intérim assurée par _____ (par arrêté ARS DT LOIRE n° 2024-17-0066 du 16 Février 2024). Le poste de Directeur a été publié au Journal Officiel, courant Avril 2024, et un nouveau Directeur doit prendre ses fonctions en prévision au 01/09/2024 (date non confirmée à ce jour).	Compte tenu de l'arrivée d'un nouveau directeur et de sa très récente prise de poste, la prescription n°1 est levée.
1.4 Dispose-t-il d'un document unique de délégation pour les établissements privés et pour les directeurs sous contrats de droit privé ? Joindre le document.	OUI	_____, appartenant à la Fonction publique hospitalière, n'est pas concerné par le document unique de délégation. Il exerce au titre des responsabilités que lui confère les articles L315-17 du CASF et L6143-7 du CSP.					
1.5 Une astreinte administrative de direction est-elle organisée et formalisée ? Joindre la procédure et le planning d'astreinte réalisé du 2ème semestre 2023 ainsi que le planning prévisionnel du 1er semestre 2024.	OUI	<p>L'EHPAD Le Parc organise une astreinte administrative qui est mutualisée entre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les EHPAD du Parc au Coteau et de la Forêt de Perreux ;</li><li>- le CH Les Cordeliers de Charlieu et l'EHPAD Saint-Louis à Saint-Nizier-sous-Charlieu ;</li><li>- le CH de Saint-Just la Pendue et l'EHPAD de Neulise ;</li><li>- L'EHPAD Fondation Grimaud de La Pacaudière ;</li><li>- Les EHPAD Le Cloître de Saint-Symphorien-de-Lay et Le Bel Autonne de Régný.</li></ul> <p>La convention de gardes de direction a été transmise, datée du 1er juillet 2021. Compte tenu des changements de direction, notamment au sein des EHPAD Le Parc et La Forêt, il est attendu que la convention soit actualisée.</p> <p>Le calendrier de l'astreinte pour le premier semestre 2024 a été transmis, toutefois, il est noté que la précédente directrice des EHPAD Le Parc et Le Coteau n'a pas été remplacée par _____. Par conséquent, le calendrier n'est pas à jour.</p> <p>Par ailleurs, compte tenu de la mise en place de la direction commune des 4 EHPAD (La Forêt situé à Perreux, le Parc, Les Floriales de Montagny les Hirondelles de Coutouvre), au 1er mars 2024 il serait intéressant de mutualiser l'astreinte administrative entre ces établissements.</p>	<p><b>Remarque n°2</b> : La mis en oeuvre de la direction commune élargie aux 4 EHPAD questionne le périmètre de la mutualisation de l'astreinte.</p> <p><b>Remarque n°3</b> : En l'absence de mise à jour de la convention de gardes de direction et du calendrier de l'astreinte, l'organisation actuelle et l'intervention des responsables de l'astreinte ne sont pas sécurisées.</p>	<p><b>Remarque n°2</b> : Envisager d'organiser l'astreinte administrative à l'échelle des 4 EHPAD dans le cadre de la nouvelle direction commune.</p> <p><b>Recommandation n°3</b> : Veiller à mettre à jour les documents de l'astreinte administrative (convention et calendrier) afin de sécuriser l'intervention de chacun des responsables de l'astreinte et transmettre les documents.</p>		<p><b>Réponse à la remarque n° 2</b> : Le nouveau Directeur qui prendra ses fonctions au 01/09/2024 (date non confirmée), sera nommé sur les 4 EHPAD dans le cadre d'une Direction Commune. De ce fait, une astreinte administrative commune sur les 4 EHPAD, pourrait être mise en place.</p> <p><b>Réponse à la remarque n° 3</b> : Il est pris note de veiller la mise à jour du calendrier des astreintes.</p>	Compte tenu de l'arrivée d'un nouveau directeur, l'établissement n'a pu transmettre une actualisation de la convention d'astreinte reposant sur son élargissement aux 4 établissements. Dans l'attente de la réorganisation de l'astreinte par le nouveau directeur, <b>les remarques n°2 et 3 sont maintenues.</b>
1.6 Un CODIR régulier concernant l'EHPAD contrôlé est-il mis en place ? Joindre les 3 derniers PV	OUI	L'EHPAD Le Parc organise un CODIR commun avec la résidence autonomie, chaque semaine. Le directeur par intérim anime le CODIR en présence de la cadre de santé, de la responsable des ressources humaines, de l'agent d'entretien, du secrétariat de la résidence autonomie. Le CODIR traite notamment des ressources humaines, de l'activité, l'organisation (horaire d'ouverture, signature des actes de décès, mallette d'astreinte, etc.), des instances (ordre du jour prévisionnel).					
1.7 Un Projet d'établissement en cours existe-t-il ? Joindre le document.	OUI	L'EHPAD Le Parc a remis son projet d'établissement daté de 2019-2024, pour lequel le CVS a été consulté le 24 juin 2019. A sa lecture, le projet d'établissement traite notamment du projet médical, du projet d'animation, du projet social. Pour rappel, il est attendu que dans le cadre de la rédaction du prochain PE, l'EHPAD définitisse un volet spécifique à la prévention et à la lutte contre la maltraitance, conformément à l'article L311-8 CASF. Désormais, le contenu du projet d'établissement est précisément détaillé par le décret n°2024-166 du 29 février 2024 relatif au projet d'établissement ou de service des établissements et services sociaux et médico-sociaux et il prévoit le contenu minimal de la politique de prévention et de lutte contre la maltraitance.	<p><b>Ecart n°2</b> : En l'absence de définition de sa politique de prévention et de lutte contre la maltraitance au sein du projet d'établissement, l'EHPAD contrevient à l'article L311-8 et au décret n°2024-166 du 29 février 2024.</p>	<p><b>Prescription n°2</b> : Intégrer un volet définissant la politique de prévention et de la lutte contre la maltraitance au sein du nouveau projet d'établissement, conformément à l'article L311-8 et au décret n°2024-166 du 29 février 2024.</p>		Il sera tenu compte de cette observation, dans l'instruction du nouveau Projet d'Etablissement de l'EHPAD du PARC du COTEAU.	Dans l'attente de la rédaction du nouveau projet d'établissement et de sa transmission, <b>la prescription n°2 est maintenue.</b>
1.8 Un règlement de fonctionnement en cours existe-t-il ? Joindre le document.	OUI	L'EHPAD Le Parc a remis son règlement de fonctionnement qui a été approuvé par le Conseil de la vie sociale le 22 octobre 2021 tel que prévu aux articles L311-7 et R311-33 CASF. A sa lecture, il est noté que le règlement de fonctionnement n'est pas complet en l'absence de définition des modalités de rétablissement des prestations lorsqu'elles ont été interrompues et en l'absence d'organisation des locaux collectifs, contrairement à ce que prévoit l'article R311-35 CASF.	<p><b>Ecart n°3</b> : En l'absence de définition des modalités de rétablissement des prestations lorsqu'elles ont été interrompues et en l'absence de l'organisation des locaux collectifs, dans son règlement de fonctionnement, l'EHPAD Le Parc contrevient à l'article R311-35 CASF.</p>	<p><b>Prescription n°3</b> : Définir les modalités de rétablissement des prestations lorsqu'elles ont été interrompues ainsi que l'organisation des locaux au sein du règlement de fonctionnement, conformément à l'article R311-35 CASF.</p>		Il sera tenu compte de cette observation, dans la prochaine mise à jour du Règlement de Fonctionnement de l'EHPAD du PARC du COTEAU.	Dans l'attente de l'actualisation du règlement de fonctionnement, <b>la prescription n°3 est maintenue.</b>

<b>1.9</b> L'établissement dispose-t-il d'un(e) IDEC ? Joindre son contrat de travail pour le privé ou son arrêté de nomination pour le public.	OUI	L'encadrement de l'équipe paramédicale de L'EHPAD Le Parc est réalisé par une cadre de santé, . Par conséquent, elle dispose d'une formation spécifique à l'encadrement.					
<b>1.10</b> L'IDEC dispose-t-il/elle d'une formation spécifique à l'encadrement ? Joindre le justificatif	OUI	A été remise la décision de nomination au grade de cadre de santé paramédical de du 9 juillet 2021.					
<b>1.11</b> L'établissement dispose-t-il d'un MEDEC ? Son temps de travail est-il conforme à la réglementation ? Joindre son contrat de travail et son planning mensuel réalisé (le mois précédent).	OUI	L'EHPAD Le Parc dispose d'un médecin coordonnateur, le docteur , pour une durée d'un an, jusqu'au 30 juin 2024. Il est noté que l'EHPAD dispose d'un temps de coordination médicale insuffisant puisque le docteur intervient à hauteur de 0,2 ETP, contrairement à ce que prévoit l'article D312-156 CASF. Dans le cadre de l'échéance prochaine du contrat de travail du docteur , il est attendu que soit précisé si un renouvellement de son contrat de travail est envisagé ou à défaut, le recrutement d'un nouveau MEDEC. Le contrat de travail du docteur et son planning de travail pour le mois de mars 2024, ont été transmis.	<b>Ecart n°4</b> : En l'absence de temps de coordination médicale suffisant, l'EHPAD Le Parc contrevient à l'article D312-156 CASF.  <b>Remarque n°4</b> : L'échéance du contrat de travail du docteur C, au 30 juin, ne permet pas d'apprécier l'organisation prochaine des fonctions de MEDEC au sein de l'EHPAD Le Parc.	<b>Prescription n°4</b> : Augmenter le temps de coordination médicale à hauteur de 0,6 ETP, conformément à l'article D312-156 CASF.  <b>Recommandation n°4</b> : Confirmer le renouvellement du docteur à compter du 1er juillet 2024, à défaut, présenter l'alternative.		L'EHPAD du PARC du COTEAU dispose actuellement d'un Médecin Coordonnateur qui occupe un poste à hauteur de 0.20 ETP. Cette personne va mettre fin à son contrat au 01/10/2024, étant déjà en retraite et agé de 75 ans. Le poste a été publié depuis plusieurs mois, sans aucune candidature à ce jour (pénurie). Nous restons vigilent sur d'éventuelles opportunités de médecins qui seraient intéressés par la fonction de Médecin Coordonnateur en EHPAD. Il ne peut à ce jour, être mise en place d'une alternative, devant la pénurie du métier de Médecin Coordonnateur en EHPAD.	À compter du 1er octobre 2024, le poste de médecin coordonnateur de l'EHPAD sera vacant. Il est confirmé que le précédent médecin coordonnateur ne renouvellera pas son contrat au sein de l'établissement. <b>La recommandation n°4 est levée.</b> En l'absence de médecin coordonnateur à partir du 1er octobre 2024, il est attendu que l'établissement procède aux démarches nécessaires pour recruter 0,6 ETP. En conséquence, <b>la prescription n°4 est maintenue.</b>
<b>1.12</b> Dispose-t-il d'une qualification pour assurer les fonctions de coordination gériatrique ? Joindre le ou les justificatifs.	OUI	L'EHPAD Le Parc a transmis 3 attestations de formation : "optimisation de la prescription médicamenteuse en EHPAD" , formation pathos et "prévention du risque infectieux Rhône-Alpes en EHPAD". Or, était attendue la transmission du justificatif de qualification permettant d'assurer les fonctions de coordination du médecin coordonnateur de l'EHPAD, conformément à l'article D312-157 CASF.	<b>Ecart n°5</b> : En l'absence de transmission des justificatifs de qualification du médecin coordonnateur, l'EHPAD le Parc contrevient à l'article D312-157 CASF.	<b>Prescription n°5</b> : Transmettre les justificatifs de qualification du médecin coordonnateur de l'EHPAD le Parc, conformément à l'article D312-157 CASF.		Devant le départ du Médecin Coordonnateur d'ici le 01/10/2024, il nous semble difficile de mettre en place la formation en question. Nous veillerons pour son remplacement, d'être conforme à cette prescription.	En l'absence de nouveau médecin coordonnateur à partir du 1er octobre, la prescription n°5 est sans objet.
<b>1.13</b> La commission gériatrique est-elle en place et fonctionne-t-elle régulièrement ? Joindre les 3 derniers PV.	OUI	L'EHPAD Le Parc déclare ne pas avoir organisé de commission de coordination gériatrique, les médecins libéraux du secteur n'ayant pas donné de réponse aux sollicitations de l'établissement. Toutefois, il est rappelé que la commission de coordination gériratrique a pour but de coordonner l'ensemble des professionnels qui entre dans la prise en charge des résidents, médicaux et auxiliaires médicaux (libéraux et salariés), tel que le prévoit l'article D312-158 alinéa 3 CASF.	<b>Ecart n°6</b> : En l'absence d'organisation de commission de coordination gériatrique annuelle, l'EHPAD le Parc contrevient à l'article D312-158 alinéa 3 CASF.	<b>Prescription n°6</b> : Instaurer une commission de coordination gériatrique annuelle, conformément à l'article D312-158 alinéa 3 CASF.		Une commission de coordination gériatrique annuelle, sera mise en œuvre par la nouvelle direction.	Dans l'attente de l'organisation d'une commission de coordination gériatrique annuelle, <b>la prescription n°6 est maintenue.</b>
<b>1.14</b> Le rapport d'activités médicales annuel (RAMA) est-il élaboré ? Joindre le dernier (RAMA 2022 et/ou 2023)	OUI	L'EHPAD le Parc a remis son Rapport de l'activité médicale pour l'année 2022, signé conjointement par le médecin coordonnateur et la direction de l'EHPAD conformément à ce que prévoit l'article D312-158 alinéa 10 CASF. Il est noté que le RAMA 2022 a été réalisé à partir du logiciel de soins de l'EHPAD et qu'il a été complété par une note du MEDEC.					
<b>1.15</b> L'établissement a-t-il une pratique régulière de signalement aux autorités de contrôle des événements indésirables (EI) et ou évènements indésirables graves (EIG) ? Joindre les signalements des EI/EIG réalisés en 2023 et 2024.	OUI	L'EHPAD Le Parc a remis 4 signalements d'événements indésirables pour le mois de janvier 2023 : - le 12 janvier 2023, l'établissement admettait un nouveau résident en cours de sevrage alcoolique pour lequel une partie des informations de soins n'avaient pas été transmises ; - le 12 janvier 2023, le fils d'une potentielle résidente a tenu des propos inadapts concernant : des signatures en l'absence de procuration et sur le fait de mettre sa maman dans un fauteuil roulant pour la jeter dans la Loire ; - le 25 janvier 2023, la famille d'une ancienne résidente est venue pour proposer une formation, en dehors des horaires d'ouverture de l'établissement. Elle a été éconduite, elle a alors tenu des propos inadapts ; - le 26 janvier 2023, concernant l'agression physique de la cadre de santé par un résident qui souhaitait partir de la structure.					
<b>1.16</b> L'établissement s'est-il doté d'un dispositif de gestion globale des EI/EIG : de la déclaration en interne, traitement de l'évènement, réponse apportée à l'analyse des causes ? Joindre le tableau de bord EI/EIG qui mentionne ces actions, en 2023 et 2024.	OUI	L'EHPAD Le Parc s'est doté du logiciel pour la gestion des événements indésirables et événements indésirables graves. L'EHPAD procède à une gestion globale des EI/EIG sur la structure, notamment avec l'organisation de CREX lorsque la situation le justifie. L'EHPAD Le Parc a remis : - le tableau de bord des EI/EIG du 19 novembre 2022 au 13 avril 2024 ; - le bilan de la cellule événement indésirable sur la période d'octobre 2023 à mars 2024 ; - le compte-rendu du CREX du 9 janvier 2024 faisant suite à une erreur d'administration médicamenteuse mettant en cause l'organisation soignante.					
<b>1.17</b> Avez-vous organisé de nouvelles élections du Conseil de la Vie Sociale (CVS) suite au décret du 25 avril 2022 ? Joindre la dernière décision instituant le CVS qui identifie chaque catégorie de membres.	OUI	L'EHPAD Le Parc a remis le PV du CVS du 25 mars 2022 revenant sur le résultat des élections du CVS. A sa lecture, il est noté que le collège des représentants des résidents et le collège des représentants des familles ont été élus en février et mars 2022. Cependant, était attendue la transmission de la décision instituant le CVS permettant d'identifier la composition globale du CVS, notamment avec les représentants des salariés et la désignation d'un représentant de l'organisme gestionnaire, tel que prévu par les articles D311-4 et D311-5 CASF.	<b>Ecart n°7</b> : En l'absence de transmission de la décision d'institution du CVS, la composition globale de CVS ne peut pas être appréciée, l'EHPAD Le Parc contrevient aux articles D311-4 et D311-5 CASF.	<b>Prescription n°7</b> : Transmettre la décision d'institution du Conseil de la vie sociale conformément aux articles D311-4 et D311-5 CASF.		Dépôt par mail de la décision d'institution du CVS.	L'EHPAD Le Parc a remis la décision instituant le Conseil de la vie sociale qui n'a pas été mise à jour à la suite du changement de direction puisque l'ancienne directrice et sont indiqués sur leurs fonctions précédentes, contrairement à l'article D311-4 CASF. Par ailleurs, en l'absence de désignation d'un représentant de l'organisme gestionnaire, la composition du Conseil de la vie sociale est incomplète, l'EHPAD contrevient à l'article D311-5 CASF. Par conséquent, <b>la prescription n°7 est maintenue.</b>
<b>1.18</b> Suite à la nouvelle élection du CVS, avez-vous procédé à l'approbation du nouveau règlement intérieur du CVS ? Joindre le PV du CVS se prononçant sur le règlement intérieur.	OUI	L'EHPAD Le Parc a validé le règlement intérieur de son CVS, le 12 septembre 2023, tel que prévu à l'article D311-19 CASF.					
<b>1.19</b> Joindre les 3 PV du CVS de 2022, 2023 et ceux réunis éventuellement en 2024	OUI	L'EHPAD Le Parc n'a réuni son CVS qu'à deux occasions en 2022 (le 25 mars et le 20 septembre) contrairement à ce que prévoit l'article D311-16 CASF, à 3 reprises en 2023 (7 février, 12 septembre et le 13 décembre) et le 15 février 2024. A la lecture des PV de CVS, la direction informe sur les modifications d'organisation, les investissements et les tarifs. Un retour sur l'animation est systématiquement réalisé et les membres du CVS peuvent échanger sur différents sujets. Les PV de CVS sont systématiquement portés à la signature du président du CVS, conformément à ce que prévoit l'article D311-20 CASF.					